

LE RCHTQ PREND SA RETRAITE

En 2017, le Regroupement des chercheurs-res en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec (RCHTQ) a décidé de mettre fin à son existence. Fondé en 1972, le RCHTQ a eu deux préoccupations : la valorisation de la recherche de l'histoire des travailleurs et travailleuses au Québec et la conservation et l'inventaire des archives syndicales. Au cours de ces années, il a animé des colloques et journées d'études, publié des cahiers et collections, autant

d'outils pour supporter la publication du Bulletin.

Pendant ces 45 années, le RCHTQ a contribué à structurer le champ de l'historiographie en intégrant

l'histoire des travailleurs et travailleuses à l'histoire générale du Québec et en élevant la conscience de l'histoire à de larges couches de la société, incluant les travailleurs et les militants syndicaux. La seconde contribution a été de faire prendre conscience aux archivistes professionnels de l'importance pour les historiens de sauvegarder les archives syndicales.

La mémoire du Travail

Centre d'histoire et d'archives
du travail (CHAT)

2350 av. De La Salle, Montréal, H1V 2L1
(514) 599-2010

archivesdutravail@gmail.com

www.archivesdutravail.quebec

responsable : Jacques Desmarais

mise en page : Jacques Gauthier

La mémoire du Travail

Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)
Volume 5, no 1 | Hiver 2018

Sommaire

Le RCHTQ : 45 ans de services	1
Nouveaux fonds d'archives :	
Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'Hôpital Notre-Dame (STTHND-CSN)	3
Conseil régional FTQ Richelieu	4

REGROUPEMENT DES CHERCHEURS-RES EN HISTOIRE DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC 45 ans au service de l'histoire et des archives (1972-2017)

Par Marc Comby

Le 10 juin 1972, une rencontre rassemble une vingtaine de personnes passionnées de faire la promotion de l'histoire des travailleurs et travailleuses au Québec et de leurs organisations¹. Cette rencontre a lieu dans une période marquée par les mobilisations dans le monde syndical, les organismes populaires, les villes et quartiers et par la lutte emblématique des 210 000 travailleurs et travailleuses du secteur public regroupés en Front commun pour négocier avec le gouvernement du Québec en 1971-1972. L'appellation de Regroupement est retenue en vue de rassembler les chercheurs au-delà des écoles de pensée.

À cette époque, le débat entre l'école de Montréal et l'école de Québec au sujet des conséquences de la Conquête déchire des historiens. La première explique le recul des Canadiens-français par la Conquête britannique. L'autre défend la thèse du recul des Canadiens-français par le poids négatif du clergé sur la société canadienne-française. La jeune génération d'historiens veut développer l'histoire sociale et économique du Québec contemporain, ce qui inclut celle du mouvement ouvrier. Jacques Rouillard explique que des recherches menées dès la fin des années 1960 « montrent que les travailleurs québécois manifestent un militantisme bien avant la grève de l'amiante de 1949, généralement acceptée comme date charnière pour illustrer que les travailleurs se libèrent de l'emprise des forces sociales traditionnelles (Église, État, patronat) pour affirmer une présence autonome dans la so-



ciété canadienne-française. Cette interprétation est alors portée par des intellectuels voulant que le Québec francophone d'avant la Deuxième guerre mondiale soit une société figée, fondamentalement rurale, ancrée dans le conservatisme, minée par le nationalisme et déphasée par rapport au monde urbain. »²

Quelques années plus tôt, l'intérêt du champ de recherche de l'histoire des travailleurs est né dans la foulée des travaux d'histoire économique et sociale produits depuis les années 1950 par Jean Hamelin et Fernand Ouellet, professeurs à l'Université Laval, qui

ont pour projet la rédaction d'une histoire économique et sociale globale du Québec depuis la Nouvelle-France. En 1965, deux historiens, Stanley Mealing³ et Alfred Dubuc⁴, invitent les chercheurs à intégrer le concept de classe sociale dans leurs champs de recherche. En 1966, Denis Héroux, enseignant au Collège Sainte-Marie, publie avec deux de ses étudiants, Richard Desrosiers et André Grou, *Le travailleur québécois et le syndicalisme*. À Québec, en 1968, Jean Hamelin organise des séminaires sur le monde ouvrier pour les étudiants gradués, ce qui donne lieu à la publication d'un premier ouvrage en 1973, *Les travailleurs québécois (1851-1896)*, et à la soutenance de plusieurs mémoires de maîtrise sur ce sujet.

Le Bulletin : un outil essentiel

En 1972, le RCHTQ publie un bulletin de liaison entre les chercheur-e-s; en 1974, un périodique permanent est créé, le Bulletin du RCHTQ. Leurs objectifs sont énoncés: échanger l'information sur les projets de recherche en cours et à venir; diffuser des instruments du travail, des états de recherche et des études produites par des équipes de recherche ou des chercheurs individuels; favoriser l'enseignement de l'histoire des travailleurs; promouvoir des projets de recherche pour fins de subventions et aider la publication de travaux de recherche; organiser des tables rondes multidisciplinaires et des rencontres avec des représentants des milieux ouvriers et syndicaux; coordonner des activités de recherche et poursuivre des travaux en commun.

Le Regroupement se donne des moyens d'action: un bulletin; une collection « Histoire des travailleurs québécois » aux Presses de l'Université du Québec (PUQ); des réunions semestrielles pour faire le bilan de leurs activités; des séminaires; des participations aux congrès scientifiques. La publication du bulletin est déterminante: le rédacteur en chef, James-D. Thwaites, en précise l'unicité: « Il ne s'agit pas d'une revue traditionnelle, ni d'un feuillet de nouvelles, mais, en effet, d'un rapport sur les recherches en cours et en préparation, les thèses, les publications,

les archives et les cours; ceci afin de stimuler l'activité de nos membres et d'autres personnes, et d'encourager un échange d'idées et de matériel. »⁵ Thwaites donne au monde ouvrier une définition inclusive en y intégrant les travailleurs hors des villes (forêts,



pêches, mines, milieu rural, etc.) et les enseignants et le patronat dans ses relations au monde ouvrier. Georges Massé écrit que si on parle des travailleurs et non des ouvriers, « c'est pour donner une amplitude plus grande à cette histoire et pour éviter de la limiter aux ouvriers des villes. »⁶

À ses débuts, le RCHTQ comporte un Comité directeur et un Comité consultatif de la collection. Des représentants régionaux forment la colonne vertébrale de la publication. Les membres individuels actifs proviennent de la discipline historique ainsi que des lettres et des sciences humaines. Stanley B. Ryerson conclut une entente avec les PUQ pour publier une collection de volumes consacrés à l'histoire des travailleurs et travailleuses. De 1973 à 1980, neuf titres sont produits.

La question des archives

Dès le départ, la place des archives est centrale. Jacques Rouillard constate: « Nous nous sommes vite rendu compte que l'histoire des travailleurs ne pourrait s'écrire si nous ne nous soucions pas de la conservation des archives syndicales. »⁷ Apeuré de voir des fonds

détruits, le RCHTQ veut dresser la situation des archives au Québec. Il offre ses services pour inventorier et améliorer la conservation des documents. Il obtient que les archives du ministère du Travail deviennent sous la responsabilité de l'archiviste en chef du Québec. En 1973, Georges Massé, professeur à l'UQTR, réalise avec la collaboration de ses étudiants un inventaire des archives du Conseil central de Trois-Rivières. Un travail d'inventaire est ensuite réalisé dans plusieurs régions. Jacques Rouillard constate qu'il « ne suffit pas d'inventorier un fonds, encore faut-il en assurer la conservation et le rendre accessible aux chercheurs »⁸. Le travail du RCHTQ a permis de « faire prendre conscience aux archivistes professionnels de l'intérêt des historiens pour la sauvegarde des archives syndicales. »⁹ Le RCHTQ a contribué à concerter les chercheurs des régions, les organisations syndicales (locales et nationales) et les Archives nationales du Québec.

Un nouveau souffle

Le début des années 1980 est marqué par une récession économique qui frappe durement le monde du travail. En 1981, les PUQ mettent un terme à la publication de la collection sur l'histoire des travailleurs pour des raisons financières. Jacques Rouillard cherche à donner un nouveau souffle au RCHTQ en instaurant une nouvelle collection permettant la diffusion des travaux de maîtrise et de doctorat. En 1987, Jean-François Cardin trouve les fonds suffisants pour démarrer la collection de volumes. Treize numéros seront publiés jusqu'en 2001. Jacques Rouillard et Jean-François Cardin publient un inventaire des documents conservés par les unions internationales à Montréal accompagné d'un court historique. L'historien Bernard Dionne rappelle la mise en garde des auteurs « que ces fonds d'archives ne sont pas immuables et ne sont pas nécessairement gérés par des archivistes, d'où la possibilité que des fonds ou des parties de fonds soient démenagés, que des documents soient détruits. »¹⁰ En 1993, on entame la rédaction d'un dic-

tionnaire biographique du mouvement ouvrier québécois¹¹ couvrant les 19^e et 20^e siècles; malheureusement, le dictionnaire ne verra pas le jour.

En 1994, une journée de réflexion se tient à l'UQAM pour évaluer le constat de l'intérêt amoindri pour l'histoire des travailleurs et la difficulté d'attirer des textes pour alimenter le Bulletin et de nouveaux abonnés. Jacques Rouillard explique que le RCHTQ ne peut se soustraire à la montée du néo-libéralisme, au déclin des mobilisations syndicales et populaires et à la chute des régimes politiques en Europe de l'Est. Georges Massé rappelle la fragilité de cette histoire qui «vient de ce que l'on connaît très mal la spécificité de ses principaux éléments des conditions de travail, des conditions de vie, de la culture, du mouvement ouvrier et enfin du syndicalisme.» La pratique historienne connaît une grande spécialisation: histoires des femmes, de la famille, histoire urbaine, de l'immigration, histoire religieuse, etc. Robert Sweeny nuance les constats en

relevant un paradoxe: «les inquiétudes entourant l'avenir de l'histoire ouvrière et du RCHTQ se manifestent au moment même où il y a une véritable éclosion des études sur l'histoire des classes populaires au Québec.»¹²

L'évaluation des mémoires et thèses produites depuis 1989 montre que, si l'étude du syndicalisme, des partis politiques et des groupes de gauche est en baisse, cette dernière «reflète davantage un réalignement des problématiques qu'un désintérêt marqué pour l'histoire ouvrière comme telle.»¹³ Cette histoire se fait désormais par le biais de l'histoire des femmes ou de l'histoire sociale.

- 1- Au printemps 1972, le Groupe de chercheurs de l'UQAM sur l'histoire des travailleurs québécois est constitué pour étudier les mouvements ouvriers politiques. Ces chercheurs participeront à la fondation du RCHTQ.
- 2- Jacques Rouillard, Plus de quarante ans d'histoire du RCHTQ et du Bulletin du RCHTQ (1972-2017), Bulletin du RCHTQ, volume 42, numéro 2, automne 2016, p. 5.
- 3- En 1965, Stanley Mealing publie dans la revue Canadian Historical Review un article sur le concept de classe sociale dans l'interprétation de l'histoire du Canada.

- 4- Alfred Dubuc a enseigné l'histoire au Collège canadien des travailleurs (1963-1966) et à l'UQAM (1969-1996). Ses recherches ont notamment porté sur l'histoire économique et sociale du Canada et du Québec aux 19^e et 20^e siècles.
- 5- Thwaites, Introduction: pour l'avancement des recherches, Bulletin du RCHTQ, volume 1, numéro 1, 1974.
- 6- Georges Massé, Histoire ouvrière: une rétrospective et des perspectives, Bulletin du RCHTQ, volume 20, numéro 1, hiver 1994, p.16.
- 7- Rouillard, Jacques, La récupération des archives syndicales au Québec, Archivaria, numéro 7, hiver 1978, p. 126.
- 8- Idem, p.129.
- 9- Idem, p.130.
- 10- Bernard Dionne, Jean-François Cardin et Jacques Rouillard, Guide des archives des Unions internationales à Montréal, Montréal, FAS, Département d'histoire, U de M, 1987, 349 p., RHAF, volume 42, numéro 3, 1989.
- 11- Robert Comeau; Robert Tremblay, Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier québécois: histoire, choix et méthodes, Matériaux pour l'histoire de notre temps, no 34, 1994, pages 28-32.
- 12- Denyse Baillargeon, Présentation: l'histoire ouvrière et le RCHTQ, Bulletin du RCHTQ, volume 58, numéro 1, hiver 1994, p. 9.
- 13- Idem, p. 9.



CONSEIL RÉGIONAL FTQ RICHELIEU

Fonds d'archives 1950-2006 - 60 cm de documents textuels.
- 1 sceau. - 1 photographie. - 3 bannières. - 20 macarons. - 12 stylos.

Le Conseil Régional FTQ Richelieu trouve ses origines dans le Conseil du travail de Saint-Jean et du district créé en 1949 par le Congrès canadien du travail (CCT) et où sont réunies sur une base régionale les sections locales des syndicats qui lui sont affiliés. Dès le début, on compte parmi ses membres des sections locales de l'Union des Ouvriers Unis de l'Acier (maintenant le Syndicat des Métallurgistes), de l'Union des ouvriers du textile d'Amérique et des syndicats des salariés de *Belding Corticelli*, *Brown-Boveri*, *Aircraft Industries* et *Dominion Air Felt*.

Les procès-verbaux font état des engagements des syndicats affiliés dans la communauté en matière de questions sociales, économiques et politiques.

En 1993, le Conseil prend le nom de Conseil du travail de Saint-Jean et de la région. En 2001, il devient le Conseil régional FTQ Richelieu.

Le fonds comprend un volume relié des minutes manuscrites des assemblées régulières du Conseil de janvier 1950 à septembre 1967.

Vous pouvez consulter l'instrument de recherche du Fonds Conseil régional FTQ Richelieu [en cliquant ici](#)



La Charte de l'étiquette syndicale accordée par le Congrès du travail du Canada (CTC) au Conseil du travail de Saint-Jean et du district en 1967; l'étiquette syndicale sert à encourager la vente et l'utilisation de biens fabriqués et de services offerts par des personnes syndiquées; Archives du Conseil régional FTQ - Richelieu.

SYNDICAT DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE L'HÔPITAL NOTRE-DAME (STTHND-CSN)

Fonds d'archives 1967-2006 • 1,05 m de documents textuels

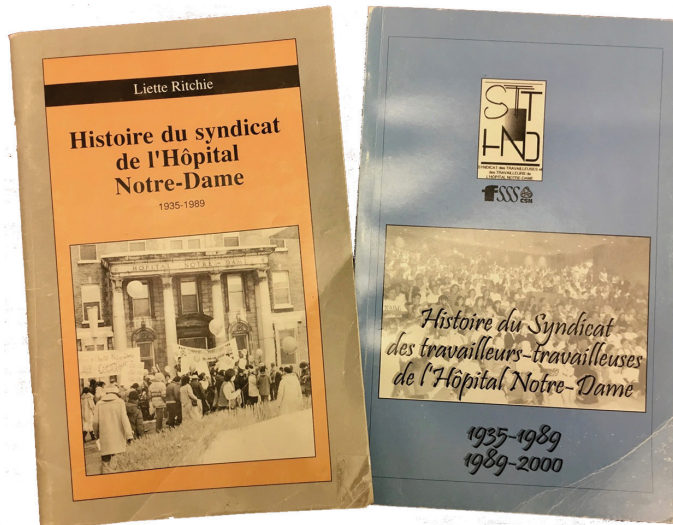
Le fonds porte sur les activités du Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'Hôpital Notre-Dame (STTHND-CSN) depuis 1967. Ce syndicat trouve ses origines dans l'Association des Employés des hôpitaux de Montréal (AEHM) fondée en 1935.

L'histoire de ce syndicat accompagne l'histoire des services de santé au Québec où le rôle des communautés religieuses est prédominant jusque dans les années 60 au moment où l'intervention massive de l'État québécois transforme les services de santé et la négociation collective des conditions de travail. Les enjeux des rapports collectifs de travail se confrontent à deux niveaux : les questions salariales au niveau national et l'organisation du travail

au niveau local où sont négociées et appliquées les questions de nombre et de qualité des postes, de sécurité d'emploi (mises à pied et supplémentation), de classification et d'horaires de travail.

Depuis les années 80, l'état chancelant des finances publiques québécoises et ses répercussions sur la qualité des services de santé ont accaparé l'attention de la population. Les syndiqués.es de la santé, y compris ceux et celles de l'Hôpital Notre-Dame, ont été mobilisés.es pour répondre à des demandes continues de restriction et de coupures. L'histoire du Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'Hôpital Notre-Dame (STTHND-CSN) témoigne des conflits nationaux et locaux de cette période.

Le fonds contient des documents historiques illustrant les activités du syndicat depuis 1967. C'est en 1975 que les syndiqués.es de l'Hôpital Notre-Dame en tant qu'une section de l'AEHM se regroupent dans ce qui est devenu le Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'Hôpital Notre-Dame (STTHND-CSN).



Les deux publications du STTHND-CSN sur l'histoire du syndicat au cours des années 1935-1989 et 1989-2000 ; Archives du STTHND-CSN.



Des syndiqués.es de l'Hôpital Notre-Dame manifestent devant l'hôpital en 1996 lors d'une campagne pour alerter la population sur les coupures de services qui frapperont l'hôpital si le gouvernement met en œuvre son plan de coupures de 11 000 postes dans la santé. Archives du STTHND-CSN.

Vous pouvez consulter l'instrument de recherche du Fonds Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'Hôpital Notre-Dame (STTHND-CSN) [en cliquant ici](#)